

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR AGRICOLE
ÉPREUVE N°1 : EXPRESSION FRANÇAISE ET CULTURE SOCIO ÉCONOMIQUE

Durée : 4 heures

Document principal : Claudia Sénik, *L'économie du bonheur*, 2014, édition du Seuil.

Documents annexes :

Annexe 1 : Le bonheur sous pression, François Rouffiac, 01/02/2007 <http://www.e-marketing.fr/Marketing-Magazine/Article/Le-bonheur-sous-pression-18017-1.htm#dKHHvv5htGqCzr9w.97>

Annexe 2 : Une du journal : « La décroissance »

<https://blogs.mediapart.fr/yann-kindo/blog/300815/croissance-decroissance-une-fausse-question>

Annexe 3 : Croissance ou décroissance ? 28/03/2013, <https://www.colibris-lemouvement.org/magazine/croissance-ou-decroissance>

Annexe 4 : Le pays le plus heureux du monde est... la Norvège, Karim Lebour, Pierre-Henry Deshayes , 20/03/2017, <http://www.nordlittoral.fr/23490/article/2017-03-20/le-pays-le-plus-heureux-du-monde-est-la-norvege>

Annexe 5 : Le mythe de la décroissance heureuse, Mathieu Laine, 01/09/2009, <https://www.latribune.fr/opinions/20090901trib000417010/le-mythe-de-la-decroissance-heureuse.html>

SUJET

PREMIÈRE PARTIE (7 points)

Les trois questions ont trait au document principal.

Question 1 (2 points) : D'après les éléments évoqués dans le texte, sur quoi repose « l'économie du bonheur » ? (10 lignes maximum)

Question 2 (3 points) : Expliquer la phrase suivante en l'illustrant d'un exemple précis : « *le bonheur de chacun dépend en réalité, non pas de son niveau de vie, mais de l'écart avec celui d'autres personnes, ainsi que de l'écart par rapport à son niveau d'aspiration, ce dernier augmentant avec les progrès réalisés* » (l39-41). (15 à 20 lignes).

Question 3 : (2 points) Sur quels arguments s'appuie Claudia Sénik pour défendre l'idée que le bonheur est tributaire de la croissance ? (10 lignes maximum).

DEUXIÈME PARTIE (9 points)

Dans son numéro spécial portant sur le thème : « Une société heureuse », le journal de votre lycée vous sollicite pour rédiger un article dans lequel vous prenez position sur la question suivante :

Une société basée sur la consommation et la croissance est -elle une société plus heureuse ?

Votre article, de 3 pages environ, s'appuie sur des arguments culturels et socio -économiques tirés de vos connaissances personnelles et des documents en annexe.

Quatre points seront consacrés à la maîtrise de l'orthographe et de syntaxe

DOCUMENT PRINCIPAL :

L'économie du bonheur : Introduction

La modernité démocratique a fait du bonheur une idée neuve, un principe constitutionnel, presque un devoir. Dès lors que l'individu est reconnu comme une figure centrale de la société, son bonheur devient l'objectif suprême. Mais si le bonheur est la mesure de tout choix, il importe de lui trouver une métrique, même approximative. C'est pourquoi un nouveau matériau, accumulé depuis une quarantaine d'années, vient étendre le champ des grandeurs observables par les chercheurs.



Il s'agit du niveau de bonheur subjectif déclaré par les individus lors de grandes enquêtes auprès de la population. Les économistes reconnaissent aujourd'hui comme légitime le domaine du déclaratif et s'efforce de le quantifier. L'accent mis sur les notions de « bonheur » et de "satisfaction" procède du même mouvement que la branche de la psychologie qui étudie le bien-être et la santé mentale "positive", plutôt que les pathologies et les dysfonctionnements.

L'enquête des économistes concerne plus particulièrement le rôle de la richesse en tant que fondement du bonheur. L'argent fait-il le bonheur ? La croissance rend-elle vraiment les gens plus heureux ? Dans le cas contraire, faut-il opter pour la décroissance ou, du moins, mesurer le bien-être au-delà du PIB ? Les politiques publiques pourraient-elles alors utiliser la quantification du bonheur comme une sorte de boussole ? Ce type de mesure permet de comprendre pourquoi les Français souffrent d'un tel « déficit de bonheur », malgré leurs conditions de vie objectivement satisfaisantes.

L'économie du bonheur est née de toutes ces interrogations. Parti de l'école de Leyde aux Pays-Bas dans les années 1970, ce courant prend une ampleur nouvelle à partir des années 1990, notamment grâce à la disponibilité de séries statistiques, et se développe dans le sillage du fameux « paradoxe d'Easterlin », qui remet en cause le lien entre revenu et bonheur sur le long terme.

Le mystère de cette croissance sans bonheur inspire de près ou de loin la plupart des travaux de ce champ. Pour un grand nombre de chercheurs, ces nouvelles données semblent démontrer la vanité de la croissance. Dans ces conditions est-il bien raisonnable de fonder notre société sur le travail, la consommation et les échanges marchands ? Le raisonnement est simple : l'objectif étant d'être le plus heureux possible, si la croissance économique ne conduit pas à ce résultat il faut repenser notre organisation afin de consacrer notre temps et nos efforts à d'autres activités.

Le champ de recherche s'ouvre donc sur un « fait stylisé », c'est-à-dire un phénomène qui se vérifie systématiquement : on n'observe pas de tendance longue à la hausse du bonheur, même pendant les périodes de croissance soutenue telles que les Trente Glorieuses. Comment expliquer cela ? Avant de renoncer à la croissance, il faut comprendre pourquoi cette dernière échoue à élever durablement le bonheur des populations. La réponse serait la suivante : le bonheur de chacun dépend en réalité, non pas de son niveau de vie, mais de l'écart avec celui d'autres personnes, ainsi que de l'écart par rapport à son niveau d'aspiration, ce dernier augmentant avec les progrès réalisés. Ce seraient donc l'effet délétère des comparaisons sociales et des inégalités ainsi que le

45 phénomène psychologique d'adaptation qui mineraient le bénéfice psychologique de la croissance.

Cet ensemble d'idées est au cœur de l'économie du bonheur. Il a été abondamment illustré et débattu. Certains chercheurs, sceptiques devant cette évaluation décevante de la croissance, l'ont remise en cause, créant une controverse qui reste encore très vive. Les modalités des phénomènes de comparaison et d'adaptation ont fait l'objet de nombreuses études.

50 On pourrait arrêter le raisonnement ici et admettre que la poursuite de la croissance est irrationnelle d'un point de vue individuel et collectif, puisqu'elle échoue à accroître le bonheur des populations. Mieux encore, dans le contexte des années 2010 en Europe, on pourrait se réjouir d'apprendre que la croissance n'est pas un ingrédient du bonheur. En France notamment la croissance semble introuvable. Par ailleurs, en attendant d'avoir inventé une croissance « verte », les contraintes écologiques nous imposent de ralentir le rythme de notre production, afin de préserver les ressources de la planète. L'absence de lien entre croissance et bonheur serait-elle une bonne nouvelle ? En se consacrant à d'autres activités, moins sujette aux comparaisons et plus respectueuses de l'environnement, on pourrait espérer atteindre collectivement un niveau de bonheur plus élevé.

60 Les choses ne sont pas si simples. Car, si la croissance ne fait pas le bonheur, cela ne signifie nullement que l'on puisse être plus heureux, ni même aussi heureux, sans croissance.

D'une part, si les phénomènes de comparaison et d'adaptation réduisent les effets de la croissance sur le bonheur, ils continuent à jouer dans un contexte de stagnation et de décroissance, entraînant des effets encore plus néfastes. A l'évidence, le phénomène d'adaptation rend douloureuse toute régression vers le bas. Quant aux comparaisons, elles seraient sans doute encore plus pénibles dans un monde statique qui interdirait à chacun tout espoir de modifier sa position relative par rapport aux autres. Ainsi, les phénomènes qui expliquent pourquoi la croissance ne rend pas heureux constituent aussi des arguments contre le renoncement à la croissance.

70 D'autre part, la recherche a mis au jour une autre dimension du bonheur : l'importance du projet, de la progression, de l'anticipation de l'avenir. Autant les comparaisons et l'adaptation produisent des effets néfastes *a posteriori*, qui réduisent après coup le bénéfice de la croissance, autant l'espoir et l'anticipation qui sont les corollaires de la croissance, jouent *a priori*. Ainsi, si les comparaisons et l'habitude estompent après coup les bénéfices de la croissance, l'absence de croissance nous prive d'une grande partie de nos sources du bonheur. Un certain nombre de travaux se sont attachés à illustrer les effets d'information et de signal qui permettent aux individus d'interpréter la réalité sociale comme une promesse, lorsque le revenu d'autrui m'instruit sur mes propres perspectives et que ces perspectives agissent immédiatement, par anticipation, sur mon bien-être présent.

80 Au total, faut-il renoncer à la croissance ou, au moins, adopter un indicateur de progrès social ou autre que le revenu national ? Ou bien, au contraire, faut-il renoncer à élever indéfiniment le bonheur dont ni la nature ni la mesure ne se prêtent à cette exigence ? On s'aperçoit à l'occasion de ce questionnement que la croissance possède d'autres vertus, notamment la capacité étonnante d'harmoniser le bonheur des citoyens au cours du temps.

Enfin, le cas de la France illustre peut-être les effets délétères d'une économie dans la croissance faible et décroche par rapport à ses voisins, depuis les années 1970.

ANNEXE 1

Le bonheur sous pression

Du bonheur, en veux-tu en voilà. Les marques, les médias, la société tout entière déploient le bonheur dans tous les temps de la vie. Or, le bonheur ne se distribue pas en codes-barres. Et l' "avoir" ne fait pas tout. Loin de là...

Stéphanie Jolivot, directrice générale adjointe de MediaEdge:ClA, le résume assez bien : « Le bonheur est devenu un modèle économique à part entière et le terrorisme du bonheur déferle sur les sociétés modernes. » En résumé, le bonheur est passé du stade immatériel de la pensée à un statut palpable, étiquetable, monétisable. Il s'affiche partout. Dans les supermarchés, en Une des magazines, dans les publicités, dans les vitrines des agences de voyages... D'ailleurs, ces « bonheurs » -là sont de plus en plus accessibles. Avec les RTT, le temps libre n'a jamais été aussi vaste. Et les possibilités d'achat se sont multipliées : on peut partir en vacances, s'offrir une voiture, s'acheter les meubles du catalogue Ikéa ou même une maison à l'étranger, pour les plus privilégiés Et pourtant... L'homme n'est pas plus heureux qu'hier... « Cette recherche du bonheur est étanchée en surface par une consommation boulimique d'instantanés de plaisirs, enivrant les sens, glisse Monique Large. Une série de courtes jouissances compulsives, entrecoupées de périodes de dépression liées au manque, à la solitude, à la délocalisation. » Gilles Lipovetsky constate dans *Le bonheur paradoxal* : « Les satisfactions vécues sont plus nombreuses que jamais. Mais la joie de vivre piétine ; le bonheur semble toujours aussi inaccessible alors que nous avons, au moins en apparence, davantage d'occasions d'en cueillir les fruits. » Les marques ont créé des besoins, le consommateur en demande et en achète toujours plus. S'il veut du confort, il l'obtient à coup de carte de crédit. Le problème ne se situe-t-il pas justement dans cette omniprésence de l' "avoir", qui a transformé le bonheur en une gamme infinie de produits et services à consommer et à posséder ? « La mercantilisation du bonheur ne date pas d'hier », rectifie Christophe André. Pour ce dernier, la rengaine de "l'argent qui ne fait pas le bonheur" n'est pas tout à fait juste. « Comme le disait Jules Renard, puisque l'argent ne fait pas le bonheur, alors rendez-le ! » Avant d'ajouter plus sérieusement : « Le bonheur ne peut arriver que s'il y a un socle matériel minimum. Il faut avoir un toit, un minimum vital. » Les scientifiques auraient étudié la question. Il semble en fait que l'argent augmente le bonheur des plus pauvres, jusqu'à un certain seuil, selon un "effet plateau".

... au Bonheur National Brut

Un "effet plateau" sur lequel planchent tous les acteurs. Les économistes se sont intéressés à la question. Alan Krueger et Daniel Kahneman, professeurs à l'université américaine de Princeton et co-lauréats du prix Nobel d'économie 2002, ont ainsi proposé de lancer un indice servant à mesurer le bonheur par habitant, parallèlement au calcul du Produit Intérieur Brut. L'idée est née au Bhoutan, petit pays d'Asie de 47 000 km² situé dans l'Himalaya, où le souverain avait décidé de donner la priorité au Bonheur National Brut. De même, l'économiste britannique Richard Layard avait déclaré dans le quotidien espagnol El País à la sortie de son livre *Happiness : Lessons from a New Science* qu'il était « vraiment navrant de voir ces dirigeants de nations être en compétition pour savoir qui a plus le gros PIB par tête. Ils feraient mieux de se concurrencer pour savoir qui a le pays le plus heureux ». Plus récemment, la New Economics Foundation (NEF) a publié un "Happy Planet Index", classant le Vanuatu – pays où les habitants demandent le minimum à leur environnement et ont pour credo de ne pas trop s'en faire dans la vie – au premier rang mondial du bonheur, et les Américains au 150^e rang... Gilles Lipovetsky se demande donc si, en consommant trois fois plus d'énergie que dans les années 60, nous sommes pour autant trois fois plus heureux, et constate ainsi que la société ne semble pas plus radieuse qu'avant. La société de l'hyperconsommation et de l'hyperchoix aurait-elle donc tout faux ? (...)

Le bonheur est dans le lien

(...) C'est la crise du bonheur matérialiste, comme l'affirme Gilles Lipovetsky dans *Le bonheur paradoxal* : « Nous produisons et consommons toujours plus, nous ne sommes pas plus heureux pour autant. Se pourrait-il que la voie empruntée par la civilisation techno-marchande soit une impasse fatale ? Se pourrait-il que le culte moderne d'*Homo Felix** soit l'instrument de notre plus grand malheur ? » En tout cas, l'*Homo Felix* se fourvoie en ne s'attachant qu'à son petit bonheur présent, au détriment de celui des générations futures. Pour R ! Design Experts, il s'agit donc bien pour le consommateur de passer d'un état d'"avoir" à un état d'"être" en prenant en compte aussi bien les données économiques que politiques, sociales et environnementales. Le bonheur, prévoit l'agence, pourrait bien devenir à l'avenir "le sentiment de parvenir à se libérer véritablement du joug de l'hyperconsommation, à une échelle individuelle et collective". Gilles Lipovetsky va également dans ce sens, écrivant que « l'exigence de l'avenir est à l'invention de nouveaux modes d'éducation et de travail permettant aux individus de trouver une identité et des satisfactions ailleurs que dans les paradis passagers de la consommation ». La révolution est en marche : « La mutation à venir sera portée par l'invention de nouveaux buts et sens, de nouvelles perspectives et priorités dans l'existence. Lorsque le bonheur sera moins identifié à la satisfaction du plus grand nombre de besoins et au renouvellement sans borne des objets et des loisirs, le cycle de l'hyperconsommation sera clos. » Un postulat que partage d'ailleurs Nicolas Hulot dans *Le Nouvel Observateur*. Selon ce dernier, pour éviter la pénurie et le rationnement, « il nous faut apprendre à vivre avec un peu moins de biens et un peu plus de liens... afin de construire un monde où l'Être n'est pas sacrifié à l'Avoir ». Reste à savoir quand le consommateur sortira de la spirale infernale de sa quête du bonheur... Après tout, il se sentirait bien mieux si on lui laissait le temps et le choix de son bonheur, comme il veut, quand il veut et où il veut. Et n'a nul besoin qu'on lui serve des succédanés de bonheur en barres.

**Homo Felix* : homme heureux

ANNEXE 2

Une du journal « La décroissance »



ANNEXE 3 :

Croissance ou décroissance ?

Journalistes, ministres, statisticiens, économistes, syndicalistes, dans leur grande majorité, présentent la croissance économique comme le seul projet viable de société, le seul levier capable de nous apporter emplois, bonne santé économique et prospérité.

Pourtant, si le PIB mondial n'a cessé de croître ces 50 dernières années, les inégalités grandissantes entre individus et la surexploitation des ressources naturelles nous mènent tout droit à des impasses sociales et écologiques. L'idéologie de la croissance économique et matérielle indéfinie est-elle réellement facteur de développement, de progrès et de mieux-être pour l'humanité ? Ce modèle de société est-il durable et généralisable ?

L'heure du changement de logique semble venue, où le "toujours plus", effréné et insensé, laisse place à la sobriété heureuse, consciente et responsable.

L'impossible croissance illimitée sur une planète limitée

Chercher à tout prix une croissance économique illimitée sur une planète aux ressources limitées est un non-sens qui nous voit couper la branche sur laquelle nous sommes assis. Si tous les habitants de la terre se mettaient à consommer comme un occidental moyen, il nous faudrait l'équivalent de trois planètes pour subvenir aux besoins de tous.

Ce mode de vie et de ponction des ressources naturelles n'est ni généralisable ni soutenable à long terme. Depuis la fin des années 70, l'empreinte écologique de l'humanité a dépassé la capacité biologique de la planète : nous consommons davantage de ressources que la terre ne peut théoriquement nous en fournir de manière pérenne.

Nous vivons au-dessus de nos moyens (...)

L'effet Kobe ou le non-sens de l'indice du PIB

Le PIB mesure sous forme monétaire la quantité de biens ou de services produits dans un pays sur une période donnée. Mais il ne prend nullement en compte les raisons ou les effets qualitatifs de ces productions. Outre la fracture sociale, la pollution, le réchauffement climatique, la destruction des écosystèmes, l'épuisement des ressources... sont non seulement ignorés mais parfois même comptabilisés de manière positive dans le PIB.

L'effet Kobe fait référence à un grave tremblement de terre au Japon, ayant touché des milliers de victimes, mais ayant permis de relancer l'économie par la reconstruction nécessaire des voiries, infrastructures, logements...

Les événements les plus destructeurs comme les inondations, les accidents de voiture, les hospitalisations... stimulent paradoxalement la croissance économique et haussent l'indice de « développement » d'un pays.

Que faire ?

Sortir de l'idéologie de la croissance indéfinie signifie pour chacun d'entre nous limiter nos prétentions, lâcher notre insatisfaction perpétuelle, renoncer à nos désirs de « toujours plus » et choisir la sobriété volontaire et heureuse.

Une société qui fait ce choix éthique et politique reconnecte ses priorités à l'essentiel : satisfaire les besoins fondamentaux de tous les citoyens, veiller à la répartition équitable des biens légitimes, édifier une organisation sociale et territoriale dans le respect de l'équilibre naturel, encourager la participation « créative » de chacun au service de l'intérêt collectif. Aux logiques de compétition et d'antagonisme, il est possible de substituer les valeurs de coopération et de complémentarité.

L'indicateur du PIB pourrait être abandonné pour laisser place à de nouveaux outils de mesure du progrès réel de l'humanité, qui tiendraient compte de l'adéquation du développement économique et matériel avec la capacité biologique de la terre et du bien-être social.(...)

La croissance, facteur de bien-être ?

Au regard des sociétés occidentales, où le stress, l'alcoolisme, la violence, les suicides, les maladies de dégénérescence, la solitude ne font qu'augmenter, travailler plus, dépenser plus, posséder plus, ne semble pas être un gage de bonheur.

La courbe de croissance économique dans les pays développés est d'ailleurs quasiment parallèle à celle des ventes en volume d'antidépresseurs. Ainsi, le PIB ne reflète-t-il pas la qualité de vie humaine et la satisfaction des habitants d'un pays.

On a ainsi de quoi s'interroger sur la pertinence de la croissance en tant qu'indicateur de progrès et se demander à quoi servent nos efforts acharnés pour son développement, si cela ne contribue pas à offrir plus de bonheur aux vivants ?

Serait-elle seulement une idéologie savamment distillée à toute l'humanité pour la défense des intérêts privés de quelques-uns et communément admise par tous par habitude ou résignation ?

ANNEXE 4 :

Le pays le plus heureux du monde...est la Norvège

La bonne nouvelle devrait permettre d'affronter plus facilement les rigueurs du climat : la Norvège est officiellement le pays le plus heureux du monde, selon un très officiel rapport de l'ONU publié lundi.

- Santé mentale, bonne gouvernance -

Même si les pays qui caracolent en tête sont tous développés et riches, le rapport souligne que l'argent n'est pas le seul ingrédient de la recette du bonheur.

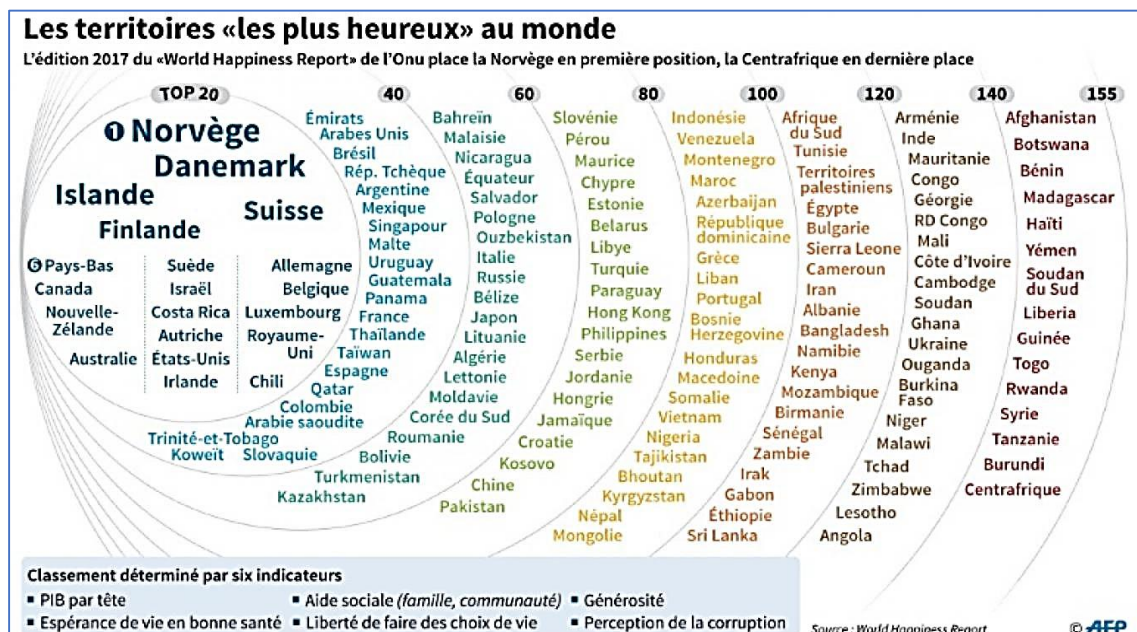
Il énumère notamment "la compassion, la liberté, la générosité, l'honnêteté, la santé, les filets sociaux et la bonne gouvernance" comme étant les critères fondamentaux pour favoriser le bonheur. La méthodologie utilisée consiste à demander à un échantillon d'environ 1.000 personnes de répondre à une série de questions sur la perception de leur qualité de vie sur une échelle de 1 à 10.

Parmi les pays les plus riches, les différences de niveau de bonheur ont beaucoup à voir avec "les différences de santé mentale, de santé physique et de relations personnelles : la plus grande source de misère est la maladie mentale", selon le rapport.

"Les différences de revenu importent davantage dans les pays pauvres, mais même leur maladie mentale est une source majeure de misère", ajoutent les auteurs. (...)

Un autre grand pays, la Chine (79e), a fait des progrès économiques importants ces dernières années. Mais son peuple n'est pas plus heureux qu'il y a 25 ans, constate également le World Happiness Report.

La France est à la traîne des pays développés, progressant légèrement dans ce nouveau classement de la 32e à la 31e place. Sans surprise, les pays touchés par les guerres et les catastrophes sont en bas de classement. La Syrie se place à la 152e place de cette liste de 155 pays, fermée par la Centrafrique.



ANNEXE 5 :

Le mythe de la décroissance heureuse

La reprise pointe son nez, au grand soulagement des entreprises. Mais la crise a laissé des traces et le débat sur les limites de la croissance refait surface. (...)

Parce que la croissance se ferait sur le dos de la nature ; parce que l'argent ne ferait pas le bonheur ; parce que la croissance comme objectif social chargerait nos existences de nuisances et de pressions psychologiques tout aussi ascendantes, nous écartant de l'impératif de bonheur et sacrifiant notre "droit au loisir et au développement personnel" sur l'autel du productivisme roi et de la consommation ostentatoire, nous serions tous engagés, entend-on de plus en plus, dans une véritable impasse sociétale. Le seul moyen de mettre un terme à cette spirale infernale du "toujours plus" (ou du "travailler plus pour gagner plus") : entrer dans le monde (supposé) béni de la décroissance.

La crise aidant, le mythe de la décroissance heureuse est de retour. Nos nouveaux maîtres penseurs n'ont pas loin à chercher : au début des années 1970, le fameux rapport Meadows, intitulé "les Limites de la croissance" (improprement traduit en français "Halte à la croissance" !) et commandé au MIT par le non moins fameux Club de Rome, était - déjà - apocalyptique : modèle économétrique à l'appui, la croissance était, si l'on ne changeait rien, vouée à s'effondrer (avant 2010 !), la Terre à être saturée de déchets, les matières premières et les ressources naturelles à disparaître et les pays pauvres à être colonisés par les pays industrialisés qui, au passage, exporteraient leur terrible virus. Le remède à ce désastre multiforme ne saurait être le progrès technique, qui peut "atténuer les symptômes d'une maladie du système, mais n'en éliminera pas la cause profonde", mais le "freinage radical de la croissance pour atteindre un état d'équilibre" (sic).

(...) La décroissance systémique (à titre individuel, est décroissant qui veut, dès lors qu'il n'impose pas aux autres de le devenir !) est un projet d'enfants gâtés vivant dans des contrées ayant bénéficié de décennies de croissance forte et voulant fermer le portillon du progrès derrière eux. De l'an mil jusqu'en 1820, la croissance ne dépassait pas 0,05 % par an. Cette longue page d'"histoire immobile" équivaut à cet équilibre du néant recherché par ceux qui, sans doute, apprécient, une fois leurs discours prononcés, les multiples progrès dus aux différentes révolutions industrielles et technologiques.

La croissance de marché est aussi porteuse de pacification, de démocratie et d'avancées environnementales. On lui doit la conquête du temps, l'allongement de la vie humaine et la libération de la femme. On lui doit aussi le recul de la pauvreté. Hernando de Soto fait de la propriété privée, moteur de la croissance, le remède aux bidonvilles. Des droits à polluer aux vertus de la RSE (responsabilité sociale des entreprises) choisie en passant par l'inventivité perpétuelle, on perçoit que croissance et environnement sont bien plus alliés qu'ennemis, l'homme étant, comme le disait Julian L. Simon, "notre dernière chance", titre de son livre. La souffrance et les pertes d'emplois qui accompagnent le ralentissement brutal de la croissance depuis août 2008 relativisent par ailleurs d'autant l'envie d'un monde sans croissance !

Alors que la décroissance fait partie de ces rêves porteurs des pires dérives (brider par la contrainte, c'est mettre la liberté à terre), elle infuse pourtant, subtilement, notre vision politique. Le principe de précaution préfère l'abstinence à l'agir risqué ; l'hypertaxation pénalise l'effort et le travail ; les excès du droit de la concurrence freinent l'innovation ; l'obsession industrialiste et l'idéologie frileuse nous font tourner le dos aux technologies nouvelles (nano, géno, etc.) qui seront, demain, les moteurs de la croissance et du bien-être.

Au constructivisme moralisateur de la stagnation forcée et à la stratégie du rétroviseur, préférons la liberté et l'inventivité de l'entrepreneur et la responsabilité laissée à chacun de vivre comme il l'entend. Car si la croissance ne fait pas le bonheur, elle y contribue considérablement.